



HAL
open science

Introduction à la table ronde : Nommer les migrants, le travail de catégorisation

Frédérique Fogel

► **To cite this version:**

Frédérique Fogel. Introduction à la table ronde : Nommer les migrants, le travail de catégorisation. Saint-Denis au fur et à mesure, 2022, 72, pp.61-63. hal-03818053

HAL Id: hal-03818053

<https://univ-paris8.hal.science/hal-03818053>

Submitted on 19 Nov 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Saint-Denis au fur et à mesure

N° 72
juin 2022

**Saint-Denis territoire de migrations (1 & 2)
Chercheur.e.s, actrices et acteurs
locaux.ales en dialogues**

**Actes des journées d'études
du 5 juin 2019 & 26 février 2020**

Le secteur des études locales

Le secteur des études locales anime et édite « Saint-Denis, au fur et à mesure... », revue communale d'études.

Le secteur des études locales a pour mission principale de participer – à partir des méthodologies des sciences sociales - à l'élaboration d'une meilleure connaissance de la société locale et de l'activité municipale afin de favoriser des réflexions prospectives, des réflexions sur les politiques municipales et de conforter le rapport au réel de l'instance municipale.

La démarche du secteur des études locales se mène en resserrant les liens entre chercheurs et acteurs sociaux dans le respect des spécificités de chacun, de leurs rôles et compétences propres, ce qui implique autonomie, écoute réciproque et dialogue permanent.

Le secteur des études locales réalise (ou participe à la mise en place) des études de cadrages socio-démographiques et des recherches sur la société locale dans les domaines des sciences sociales. Il suit également des études plus finalisées mises en place par les Directions qui le sollicitent. Il intervient en conseil auprès des Directions pour la mise en place d'études et l'exploitation de données. Il mène, dans son domaine, une mission de coordination, de synthèse et de socialisation des connaissances.

Depuis 1991, « Saint-Denis, au fur et à mesure » se donne pour objectif de constituer un temps fort de socialisation d'informations, de données, d'études, de sources d'information,... Il s'agit avant tout d'un instrument de travail qui vise à favoriser des élaborations collectives contribuant par leurs apports à éclairer, au fur et à mesure, le mouvement de la société locale dans tous ses aspects. « Saint-Denis, au fur et à mesure » publie des textes de socialisation de savoirs, d'études et de recherches élaborés par des acteurs sociaux, par des chercheurs et étudiants et autres partenaires de la Ville.

SAINT-DENIS

Au fur et à mesure

Coordination du numéro :

Jean-Barthélemi Debost,

historien, responsable de la mission sciences société
de l'Institut Convergences Migrations

Delphine Leroy,

anthropologue, maîtresse de conférence en sciences de l'éducation,
Université paris 8 Vincennes-Saint-Denis, laboratoire Experice,
Affiliée à l'Institut Convergences Migrations

Alphonse Yapi-Diahou,

professeur émérite, université de Paris 8/UMR LADYSS,
ancien directeur de l'école doctorale sciences sociales ED 401

Christine Bellavoine,

sociologue, responsable du secteur des études locales,
Mairie de Saint-Denis

Coordination :

secteur des études locales

Mairie de Saint-Denis - BP 269 - 93205 SAINT-DENIS CEDEX 1

tél. 01 49 33 69 01 - fax. 01 49 33 66 33

christine.bellavoine@ville-saint-denis.fr

ISSN 2823-006X

3. Nommer les migrants, le travail de catégorisation

Table ronde journée du 26 février 2020

Modération **Frédérique FOGEL**, anthropologue, CNRS, LESC - MAE - UP Nanterre affiliée à l'ICM

Olivia MERCIER, coordinatrice sociale antenne 93, association ACINA, Sara Tilleria Durango, conseillère en insertion professionnelle association ACINA et doctorante en sociologie, Paris 8, Saint-Denis (CRESPPA/GTM) : « Migrations et bidonvilles. L'intervention d'ACINA auprès des habitants des bidonvilles, positionnement et enjeux »

Bergamote FERNANDEZ, chargée de mission Citoyenneté, Direction Relation aux Usagers Mairie de Saint-Denis
« Entre histoires singulières et catégories juridiques, la posture du praticien »

3.1 Introduction à la table ronde

Frédérique FOGEL, anthropologue

En réunissant des chercheur.es et des actrices et acteurs locaux.ales, engagé.es à divers titres et selon différents modes d'action dans la recherche et dans la pratique, cette journée d'échanges constitue une pause bienvenue dans nos travaux et terrains respectifs. Comme tout dialogue, le nôtre fait émerger une communauté de questionnements. Considérons maintenant l'un d'entre eux, celui de la nomination des « migrant.es », des « personnes immigrées », des « étrangers et étrangères installé.es en France »... Parmi l'abondante littérature sur « nommer – catégoriser », je propose « Les mal-nommés », numéro 66 de la revue Mémoires (Centre Primo Lévi) .

Même en première approche, par exemple pour intituler un texte ou une table ronde, il nous faut constater que le lexique est vaste, conventionnellement borné d'une part, par un terme juridique, « étranger », et d'autre part, par un terme géographique, « migrant ». Des signifiants pourtant précis (« exilé.es », « réfugié.es », « demandeurs et demandeuses d'asile », « débouté.es »...) sont les objets d'opérations fréquentes de dé-sémantisation, re-sémantisation, en relation avec les agendas nationaux, internationaux. Les termes se diffusent, entre catégories administratives, sens commun et modes médiatiques. Ils deviennent flous, flottants. Nous voudrions nous exprimer précisément, trouver un « langage commun » qui rende compte tout à la fois du sens de la migration (émigré.es, immigré.es), de l'histoire globale et individuelle du déplacement et de l'installation, du constat de l'exclusion ou des modes d'une possible prise en charge... Et qui situe les personnes concernées, « nouveaux et nouvelles arrivant.es », « hébergé.es », « résident.es »..., voire « usagers et usagères » au même titre que tous les administré.es (observation personnelles à la sous-direction de l'Administration des étrangers, préfecture de police de Paris). Autant de termes, d'expressions qui réfèrent plus à l'institution qu'à la personne, ce qui continue de nous questionner.

Cette réflexion rend d'autant plus nécessaire d'expliciter nos usages particuliers en fonction de nos expériences, sources, références, champs d'action... Car l'acte de nommer est performatif : en nommant, chacun.e catégorise et projette ses représentations de cette catégorie, en allant au-delà des termes, en utilisant des expressions souvent moins descriptives d'une situation sociale (« personne de nationalité étrangère résidant en France en situation administrative irrégulière ») que d'une condition sociale (« sans-papiers »). L'enjeu sociologique est aussi politique. Nommer, c'est classer, ranger, comptabiliser, c'est mettre en action un traitement de l'altérité dont les critères sont rarement explicités. Catégoriser, c'est encadrer, c'est réduire l'Autre (les Autres) à un terme dans un lexique, à une place souvent imposée par le dispositif institutionnel au sein duquel chacun.e exerce son métier, et qui s'étend aux pratiques des bénévoles, des associatifs, des politiques, etc.

Extraits des très intéressantes présentations des participantes à cette table ronde, deux exemples indiquent cette complexité politique et pratique, et le type de traitement qu'elle appelle. Dans le cadre de la Mission Citoyenneté, qui accueille tous les habitant.es de Saint-Denis, Bergamote Fernandez évoque le « paradoxe du praticien » : « (...) traduire l'histoire singulière en catégorie juridique (statut de parent d'enfant scolarisé, de salarié, de réfugié...) » pour que le dossier de la personne soit recevable par l'institution. Olivia Mercier et Sara Tilleria Durango, de l'association ACINA qui intervient auprès d'habitant.es des bidonvilles, pointent les difficultés d'une population désignée comme « les Roms », située administrativement « hors catégorie », donc « hors accès aux dispositifs existants ». Dans les deux cas, la désignation par un terme/une expression pose problème, en grande partie résolu par la référence à la dimension spatiale (au lieu) : la Mission Citoyenneté s'adresse à chaque habitant.e, selon un principe politique et éthique qui fonde l'inclusion des personnes étrangères dans cette citoyenneté ; ACINA agit pour la reconnaissance de l'ancrage territorial des habitant.es du bidonville, transformant l'instabilité résidentielle (de l'ordre de l'injonction) à laquelle sont associés les Roms. Établir cette inscription dans le local, c'est déplacer la problématique vers une forme de stabilité individuelle et sociale, qui prend force et sens d'opposition (soyons optimistes) à la précarité, à la vulnérabilité. Ces exemples sont reproductibles. Toutes nos expériences pourraient être décrites dans cette équation relationnelle : co-construire et co-reconnaître les qualités, valeurs, capacités, de ces Autres si souvent minorisé.es, racisé.es, exclu.es. Pour les aider à se rétablir dans le droit : l'ancrage local ouvre la possibilité du rétablissement des droits, par l'accueil et la reformulation du récit personnel, par l'identification et l'assemblage des preuves, en adéquation aux catégories juridiques.

Terminons cette présentation par une proposition. Ces deux exemples, sur deux terrains différents, montrent des manières de faire avec les catégories existantes, dans un système d'identification toujours plus large que nos champs d'observation et d'action. Nous nous reconnaissons donc un « langage commun », un cadrage commun, des pratiques comparables, et nous nous efforçons de replacer chaque opération de nomination - catégorisation dans son contexte d'élaboration et dans son cadre d'utilisation. Ceci afin de mettre en récit et de partager nos expériences situées. Pour avancer dans nos analyses, pour que nos retours d'expérience soient productifs, une piste serait de dépasser le constat

que toute nomination est réduction, en revenant à l'opération de description. En imaginant « faire sans » les catégories (plutôt que de « faire avec » faute de mieux...), c'est-à-dire se mettre en situation d'observer et de décrire, tout en restituant la parole des Autres, des personnes concernées. Que pensent-elles de ces procédures de nomination ? Comment parlent-elles de ces catégorisations ? Dans cette forme de vie comme dans d'autres, il s'agit peut-être moins de répondre à une nomination, de correspondre à une catégorie, que de faire reconnaître la possibilité du passage d'une catégorie à une autre, la capacité d'une appartenance simultanée à plusieurs catégories, la pluri-identité des personnes et des groupes.